

Burundi : Une opposition aux lectures diverses

@rib News, 19/04/2015 L'opposition burundaise à la recherche de la bonne tactique ? « Du passé faisons table rase » Par Albanel Simpemuka En butte à des contestations de tous genres, dont le point focal semble, à tort, le 3^e mandat, le pouvoir du Président Nkurunziza a adopté un ensemble de mesures qui semblent jusqu'ici lui rassurer l'opposition et mobilisation des milices Imbonerakure, radiations ou sanctions sévères contre toutes voix dissidentes au sein du parti, changement des responsables des services sensibles tels que le Service National de la Documentation, jurisme politique prétendant faire interpréter la constitution du Burundi par la Cour constitutionnelle, et surtout, ces derniers jours, la volonté triviale de s'assurer le contrôle de la rue, histoire d'atter les armes des adversaires politiques.

Ainsi, le maire de Bujumbura avait organisé, le samedi 28 février 2015, une marche pour la paix, pour faire une démonstration de force et de capacité à « faire rugir le monstre ». Une autre marche de la paix, organisée par le pouvoir suivra, le 28 mars 2015. Par contre, ce 16 avril 2015, la manifestation prévue par les opposants a été bloquée par une police omniprésente. Le lendemain, même scénario, mais, avec cette fois-ci un double but d'intimidation lors de la conclusion que l'opposition burundaise cherche à trouver « le bon topo » pour arriver à ses fins ? Faut-il penser que les élections tant controversées finiront par avoir lieu et faire place à des institutions crédibles et stables ? Avec ou sans Nkurunziza ? Cruelle illusion et tactique de l'autruche La situation semble seulement sous contrôle et fait illusion. Non seulement la base juridique brandie par Nkurunziza n'a convaincu personne, mais l'on a pris soin de le lui signifier et de lui conseiller de briguer un mandat illégal. Même son « alliance structurelle » de la première heure, Pierre Buyoya, par sortir de sa réserve. Un jour, les diplomates et homme d'Etat lui ont dit, sur tous les tons, de passer la main. Pendant ce temps, son parti vole en éclats et les institutions sont paralysées. Certains ministres, dont celui de l'Intérieur songeraient à s'exiler et auraient déjà demandé et obtenu des visas, qui en Afrique du Sud, qui ailleurs. Au niveau communautaire internationale, même si certains pays poussent du bout des lèvres, vers les élections, il est de plus en plus clair que les élections sont impossibles dans le contexte actuel. Certains pays sont tellement réalistes dans leur appréciation qu'ils ont enjoint à leurs ressortissants de quitter immédiatement le Burundi, avant la fin de ce mois. Un diplomate d'un des pays en question a critiqué : « Etant donné la nature de la situation qui arrive au Burundi, il est fortement conseillé à tous les ressortissants de ne pas obtenir leur visa de sortie, avant le milieu d'avril 2015 ». Nous souhaiterions affirmer sans ambiguïté qu'il y a un besoin d'une action préventive ». Une opposition aux lectures diverses. L'opposition burundaise est bigarrée. Il y a en son sein les frondeurs, franchement débranchés du parti au pouvoir, et qui font leur apprentissage. Ils sont pressés, actifs et ne sont pas loin de croire que chasser Nkurunziza est un exercice facile. Puis il y a les alliances RANAC et ADC-IKIBIRI, dont la solidité est relative, certains ténors ayant l'illusion qu'ils peuvent tirer leur épingle du jeu lors des prochaines élections, et insistant sur le refus d'un 3^e mandat de Nkurunziza ; d'autres étant fermement convaincus de la nécessité d'une transition et abandonnant plus le sillon CNDD-FDD que la personne du Président. Ces écarts d'approche ont un impact sur les tactiques des uns et des autres, puisqu'ils n'ont pas la même réponse aux questions : Que faire ? Comment le faire ? Avec qui et quels moyens pour le faire ? Dans quel délai ? Les questions cruciales ne sont pas les mêmes pour les uns et les autres. Pour les premiers, c'est la non-candidature de Nkurunziza. S'il se retire, plus de problème. On va aux élections malgré les fraudes massives en amont qui donnent au parti au pouvoir, selon certaines sources, une longueur d'avance d'au moins 50% des votes. Ils passent même sous silence la terreur de la milice Imbonerakure qui a déjà poussé à l'exil plus de 8000 réfugiés burundais. Pour les autres, c'est le système CNDD-FDD qu'il faut congédier. Là c'est un peu plus manichéen. Si Nkurunziza persiste et signe, le projet de l'empêcher d'aller aux élections, peut rencontrer, dans les marges, celui de déboulonner son système, mais si entre temps Nkurunziza se désiste, la coalition n'aura plus d'objectifs communs. Pierre Buyoya, le maître discret du jeu politique burundais Quel sens donner au lâchage de Nkurunziza par Buyoya ? D'abord, il est tardif, comme s'il avait fait à contre-cœur. En réalité, Pierre Buyoya, homme manœuvrier, aurait la haute main sur la gestion du jeu politique burundais. D'aucuns voient en lui l'instigateur, (ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana, sorte d'agent double de la politique) de la fameuse politique de Nyakurisation. Buyoya se serait assuré que tout parti tendant à s'affirmer comme puissant soit sous son parrainage ou alors soit fragmenté. Ainsi, l'UPD, le FRODEBU, le FNL ont été divisés. Quant au MSD qui prenait de l'envergure en passe de polariser l'électorat tutsi (pas seulement, heureusement pour lui et pour la Nation), son chef a subi les foudres du pouvoir et son leader est arrivé à cette conclusion : « In fuga salus ». Comme par hasard, Buyoya se trouve être le parrain de mariage de Rwasana et voilà que celui-ci est allié à l'Uprona de Nditije. La division de l'Uprona, assez tardive, répondrait à la stratégie d'un Buyoya qui veut inéluctablement avoir le contrôle d'un large pan de l'Uprona Concilié au pouvoir, Uprona-Nditije dans l'opposition, de sorte que si demain le pouvoir change de titulaires, les protégés de Buyoya lui assurent un bon parapluie. Car, la hantise de Buyoya, c'est ce passé non lucide ou mal lucide, qui court de l'assassinat de Melchior Ndadaye à l'accord d'Arusha, avec en prime d'autres affaires obscures... Jusqu'ici, il a réussi le coup de maître d'avoir sous son contrôle un vice-président, un ministre de l'Intérieur, un ministre de la Défense, et tout ce que l'argent permet d'acheter, ainsi que ce qui va avec. En feignant le dialogue avec Nkurunziza, Pierre Buyoya fait une option sur l'avenir, en pariant sur le ticket Rwasana-Nditije et leurs épigones. Dès lors l'opposition burundaise est-elle en mesure de reconnaître les siens ? Le grain et l'ivraie. Ceux qui croient que pour empêcher le troisième mandat de Nkurunziza sont-ils de vrais compagnons de route ? Ne sont-ils que des rêveurs, à mémoire courte, qui ne voient ni la fraude déjà ficelée, ni la menace des Imbonerakure, ni le caractère corrompu et intolérable du système en place, et qui sont disposés à lui donner une caution électorale, à la seule condition que l'oligarchie leur accorde une place à la mangeoire ? Tous ceux qui souhaitent sauver le système CNDD-FDD, qu'ils soient des frondeurs de récente date, ou des opposants à « historiques » constituent-ils une voie de salut pour le peuple burundais ? Le premier indice de crédibilité est, semble-t-il, d'abord, de recuser ces élections trop

et ensuite de réclamer un dialogue pour une transition. Ainsi, dans la mobilisation du peuple en cours, ceux qui sont pour les élections n'ont qu'à y aller seuls, jusqu'à ce que la réalité les rattrape. Par contre, ceux qui font une sérieuse de la situation, devraient s'organiser à part, car le problème, ce n'est pas uniquement Nkurunziza, c'est et fondamentalement le système corrompu, oligarchique et mafieux du CNDD-FDD. « Il n'y a que ceux qui savent où ils vont qui peuvent trouver des vents favorables ».